



PRÉFET DE L'EURE

**Arrêté n° DDTM/13/068**  
**portant autorisation au titre du code de l'environnement**  
**de la déviation sud-ouest d'Évreux section Cambolle (RN 1013) – Les Fayaux (RD 6154)**  
**sur les communes de**  
**ARNIERES-SUR-ITON, ANGERVILLE-LA-CAMPAGNE, ÉVREUX,**  
**GUICHAINVILLE, PARVILLE et SAINT SÉBASTIEN-DE-MORSENT**

**Le préfet de l'Eure**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**VU**

- le code de l'environnement ;
- le code général des collectivités territoriales ;
- le code de l'expropriation, et notamment ses articles R.11-4 à R.11-14 ;
- le code civil, et notamment son article 640 ;
- le décret du 16 novembre 1999 déclarant d'utilité publique les travaux d'aménagement à 2 x 2 voies de la déviation sud-ouest d'Évreux entre la RN 154 au sud d'Évreux, au lieu-dit les Bas Fayaux, et la RN 13 à l'entrée ouest de la commune de Parville, prorogé par décret en Conseil d'État du 11 novembre 2009 ;
- le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Seine-Normandie approuvé par arrêté du Préfet Coordonnateur du Bassin du 20 novembre 2009 ;
- l'arrêté du 25 janvier 2010 modifié relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R.212-10, R.212-11 et R.212-18 du code de l'environnement ;
- l'arrêté inter-préfectoral n°D1/B1/12/051 du 12 mars 2012 portant approbation du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) de l'Iton ;
- l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2000 approuvant le plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondation (PPRI) sur la commune d'Évreux ;
- l'arrêté préfectoral d'autorisation du contournement de Parville DAI/BCV/UE/MH/0412861 du 22 décembre 2004 ;
- l'arrêté préfectoral DDTM/2011/57 du 15 avril 2011, portant répartition des compétences entre les services de l'État dans les domaines de la police et de la gestion des eaux superficielles et souterraines, et de la police de la pêche et organisation de la mission inter-services de l'eau et de la nature (MISEN) dans le département de l'Eure ;

- l'arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique des captages d'alimentation en eau potable d'Arnières-sur-Iton n°DTARS-SE/27-11 du 16 janvier 2012 ;
- l'arrêté préfectoral DDTM/SEBF/13/020 du 15 avril 2013 portant délimitation de la Zone de Protection de l'Aire d'Alimentation des Captages de Chenappeville et des Baux Sainte-Croix ;
- la demande d'autorisation déposée au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement le 27 avril 2012, présentée par la DREAL de Haute-Normandie pour le compte de l'État ;
- l'avis des communes de Parville, Arnieres-sur-Iton et de la ville d'Évreux respectivement en date des 1<sup>er</sup> octobre, 1<sup>er</sup> octobre et 28 septembre 2012 ;
- l'avis de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA) en date du 25 septembre 2012 ;
- l'avis du service ressource-bureau eaux et milieux aquatiques de la DREAL de Haute Normandie en date du 13 septembre 2012 ;
- l'avis de l'Agence Régionale de Santé de Haute-Normandie en date du 28 septembre 2012 ;
- l'avis de l'hydrogéologue agréé en date du 6 septembre 2012 ;
- l'avis de la commission locale de l'eau du SAGE de l'Iton en date du 25 septembre 2012 ;
- l'avis du Grand Évreux Agglomération en date du 27 septembre 2012 ;
- l'avis du Conseil Général de l'Eure en date du 5 octobre 2012 ;
- le rapport de pré-diagnostic du service régional de l'archéologie préventive du 24 avril 2012 ;
- l'arrêté préfectoral D1/B1/12/544 du 26 octobre 2012 portant ouverture d'enquête publique préalable à l'autorisation de la déviation sud-ouest d'Évreux ;
- l'enquête publique réglementaire qui s'est déroulée du 22 novembre 2012 au 22 décembre 2012 ;
- le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 18 février 2013 ;
- le rapport au CODERST rédigé par le service de la DDTM de l'Eure chargé de la police de l'eau en date du 6 mai 2013 ;
- l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de l'Eure en date du 4 juin 2013 ;

**Après** communication le 6 juin 2013 du projet d'arrêté au demandeur pour avis dans le cadre de la procédure contradictoire et sa réponse en date du 14 juin 2013.

## **CONSIDERANT**

- ▲ l'intérêt général du projet déclaré d'utilité publique par décret du 16 novembre 1999, prorogé par décret en Conseil d'Etat du 11 novembre 2009 ;
- ▲ la transparence hydraulique du projet par rapport à la situation existante suite à la mise en œuvre de mesures compensatoires par création notamment d'ouvrages de décharge dans l'axe d'écoulement de la vallée de l'Iton, suite à la simulation d'un débit de 80 m<sup>3</sup>/s supérieur notamment à celui retenu dans le cadre du PPRI et fixé à 36 m<sup>3</sup>/s ;
- ▲ l'absence d'implantation d'ouvrages en lit mineur des différents bras du cours d'eau Iton franchis par la déviation et d'impact direct sur les berges ;

- ▲ la réalisation de fondations superficielles pour les appuis du viaduc en vallée de l'Iton afin de limiter les profondeurs d'intervention et les risques d'atteinte de la nappe, ainsi que la procédure de surveillance du niveau dynamique en continu avec arrêt du chantier en cas de montée importante, et l'interdiction de réalisation des fondations en période hivernale de recharge de nappe ;
- ▲ le suivi en continu de la turbidité des captages de Chenappeville et de la vallée de l'Iton ainsi que de l'unité de traitement de l'eau potable pendant le chantier, et les mesures préventives d'arrêt des travaux en cas de franchissement de seuils définis avec le gestionnaire des installations ;
- ▲ le suivi de la qualité des milieux dans tous les compartiments, sédiments, eau, faune, morphologie, à la fois pendant le chantier mais aussi après la mise en service ;
- ▲ la mise en place de réseaux d'amenée et de bassins de rétention des eaux pluviales dès le démarrage des travaux pour gérer les écoulements pluviaux en provenance des voiries avec régulation des débits rejetés et abattement des flux, avec contrôle périodique du niveau de rejet à l'Iton ;
- ▲ la mise en place d'étanchéité sur les ouvrages situés en périmètre de protection rapproché des captages d'alimentation en eau potable d'Arnières-sur-Iton afin de limiter tout risque de pollution ;
- ▲ la délimitation des emprises en phase chantier pour réduire au strict minimum l'emprise en zone humide, la vérification et la matérialisation de ces zones humides de manière à les préserver dès le démarrage du chantier par réalisation d'un état des lieux avec prescriptions de mesures compensatoires aux impacts évalués.

**SUR** proposition du secrétaire général de la Préfecture de l'Eure ;

## **A R R E T E**

### **Titre I : PRESENTATION et DESCRIPTION**

#### **Article premier      Objet**

L'État, représenté par la DREAL Haute-Normandie et M. Patrick BERG, son directeur, dont l'adresse est :

Cité administrative  
2 rue Saint Sever  
76032 ROUEN Cedex

est autorisé en application de l'article L.214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à réaliser la déviation sud-ouest d'Évreux section Cambolle (RN 1013) – Les Fayaux (RD6154).

Il sera dénommé le demandeur.

Le service police de l'eau désigné SPE27 dans l'arrêté est la :

Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Eure  
SEBF/PTE/Unité police de l'eau  
1 avenue du Maréchal Foch  
27022 ÉVREUX Cedex

Les rubriques définies au tableau de l'article R.214-1 du code de l'environnement et concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubriques	Nature de la rubrique	Justificatif	Régime	Arrêtés de prescriptions générales à respecter
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1. Supérieure ou égale à 20 ha A 2. Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha D	Impluvium routier de 32,3 ha Bassin versant naturel intercepté de 30,2 ha soit un total de 60,5 ha	AUTORISATION	Néant
2.2.3.0	Rejet des eaux de surface, à l'exclusion des rejets visés aux rubriques 4.1.3.0, 2.1.1.0, 2.1.2.0 et 2.1.5.0 : Le flux total de pollution brute étant : <ul style="list-style-type: none"> <li>supérieur ou égale au niveau de référence R2 pour l'un au moins des paramètres qui y figurent (A)</li> <li>compris entre les niveaux de référence R1 et R2 pour l'un au moins des paramètres qui y figurent (D)</li> </ul> Le produit de la concentration maximale d'Escherichia coli, par le débit moyen journalier du rejet situé à moins de 1 km d'une zone conchylicole ou de culture marine, d'une d'eau potable ou d'une zone de baignade, au sens des articles D.1332-1 et D.1332-16 du Code de la Santé Publique, étant : <ul style="list-style-type: none"> <li>supérieur ou égal à 1011 E coli/j (A)</li> <li>compris entre 1010 à 1011 E coli/j (D)</li> </ul>	Flux total d'azote de 10 kg/j	DECLARATION	Arrêté du 27 juillet 2006 (niveaux de référence définis par l'arrêté du 9 août 2006)
2.2.4.0	Installations ou activités à l'origine d'un effluent correspondant à un apport au milieu aquatique de plus de 1 t/jour de sels dissous D	La quantité journalière de sel déversé sur la chaussée est estimée à 1,56 tonne	DECLARATION	Néant

3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0 ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau : <ul style="list-style-type: none"> <li>sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A)</li> <li>sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D)</li> </ul> Le lit mineur d'un cours d'eau est l'espace recouvert par les eaux coulant à pleins bords avant débordement.	50 mètres	DECLARATION	Arrêté du 28 novembre 2007
3.2.2.0	Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau : <ol style="list-style-type: none"> <li>surface soustraite supérieure ou égale à 10 000 m<sup>2</sup> A</li> <li>surface soustraite supérieure ou égale à 400 m<sup>2</sup> et inférieure à 10 000 m<sup>2</sup> D</li> </ol>	La surface soustraite à l'expansion des crues est de l'ordre de 17 300 m <sup>2</sup>	AUTORISATION	
3.2.3.0	Plans d'eau permanents ou non : <ul style="list-style-type: none"> <li>dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (A)</li> <li>dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha (D)</li> </ul>	1,6 ha	DECLARATION	Arrêté du 27 août 1999 modifié par arrêté du 27 juillet 2006
3.3.1.0	Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant : <ol style="list-style-type: none"> <li>supérieure ou égale à 1 ha A,</li> <li>supérieure à 0,1 ha, mais inférieure à 1 ha D</li> </ol>	La zone maximale d'emprise sur la zone humide sera de 550 m <sup>2</sup> en définitif et 4 500 m <sup>2</sup> en provisoire	DECLARATION	Arrêté du 24 juin 2008 précisant les critères de délimitation et de définition des zones humides  Arrêté du 1 <sup>er</sup> octobre 2009 modifiant l'arrêté du 24 juin 2008

Le demandeur doit respecter les prescriptions générales définies par les arrêtés indiqués ci-dessus s'appliquant à certaines rubriques.

## Article 2 Description de l'opération et localisation

La déviation sud-ouest d'Évreux se compose de deux sections :

- le contournement de Parville, autorisé par arrêté préfectoral du 22 décembre 2004 et mis en service le 14 janvier 2009 ;
- la section Cambolle-Les Fayaux, objet du présent arrêté. Cette seconde section s'étend du carrefour giratoire de la déviation sud-est d'Évreux (RN 1013) et de l'actuelle RD 6154 (futur échangeur des Fayaux) depuis le raccordement sur la RN 1013 à Guichainville jusqu'au carrefour des RD 31, 39, 613 et RN 1013 à Parville.

La route ainsi créée aura une section à 2 x 2 voies de largeur totale 28 mètres maximum sur une longueur d'environ 7,3 kilomètres.

Elle comportera six échangeurs permettant le raccordement aux infrastructures routières existantes :

- diffuseur complet des Fayaux ;
- demi-diffuseur de la forêt ;
- demi-diffuseur de la RD55 ;
- demi-diffuseur de la RD830 ;
- diffuseur complet de Cambolle ;
- carrefour giratoire en extrémité ouest du projet.
- le tracé passera au sud de la zone industrielle de la Madeleine, pour élargir ensuite la route Potier existante à travers la forêt de protection d'Évreux, franchira la vallée de l'Iton à proximité des captages de Chenappeville avec notamment un viaduc de 210 mètres, puis traversera la vallée de la Queue d'Hirondelle avant de se raccorder au contournement de Parville.

Le projet de déviation concernera six communes : ARNIERES-SUR-ITON, ANGERVILLE-LA-CAMPAGNE, ÉVREUX, GUICHAINVILLE, PARVILLE et SAINT SÉBASTIEN-DE-MORSENT.

## **Titre II : PRESCRIPTIONS**

### **Article 3 Conditions de réalisation et d'exploitation des ouvrages, voiries, ouvrages**

Toutes les interventions en phase chantier devront se faire en application des dispositions prévues :

- au dossier d'autorisation déposé par le demandeur ;
- conformément à l'autorisation de DUP des captages sus-visée et aux recommandations de l'hydrogéologue agréé pour la traversée des périmètres de protection des captages d'alimentation en eau potable ;
- conformément à l'arrêté départemental-cadre sécheresse et aux arrêtés de restrictions et interdictions pouvant être pris lors des travaux sur la zone d'alerte « Iton aval » dont dépend l'implantation de la déviation ;
- aux règles édictées par le PPRI d'Evreux, notamment sur les remblais et zones d'écoulement à préserver.

### **Article 4 Prescriptions applicables aux ouvrages de gestion des eaux pluviales**

#### **Article 4-1 *Ouvrages de rétention et de restitution des eaux de ruissellement de la plate-forme routière***

##### *Collecte des eaux pluviales*

Elles seront collectées dans des fossés entièrement étanches de par leurs éléments constitutifs, cunettes béton par exemple ou par étanchéité rapportée, couche d'argile, géomembrane sur fossés en terre.

##### *Bassins de rétention*

Sept bassins assureront le laminage des pointes de débit pluvial, le stockage, la décantation et le traitement des eaux de voirie, dont cinq sont autorisés au titre du présent arrêté et deux déjà autorisés par

l'arrêté préfectoral d'autorisation du contournement de Parville, avec intégration par anticipation des volumes nécessaires au nouveau tronçon à construire.

Les ouvrages auront les caractéristiques suivantes :

Numéro du bassin	Volume utile du bassin (m³)	Débit de fuite (l/s)	Exutoire	Commentaires
1	1 785 + 2 749	20	réseau pluvial du GEA	bassin existant à reconfigurer et agrandir
2	5977	32	bras droit de l'Iton	
2ter	418 + Noue d'infiltration de 1 385 m³	20	nappe	
3a	2204	20	bras du Gord de l'Iton	
3b	2237	20	bras du Gord de l'Iton	
4	1303	20		existants et mutualisés avec le contournement de Parville
6	2911+4700	10		

### Équipements

Chaque bassin nouvellement créé sera doté au minimum des équipements connexes suivants :

- ⤴ un système de by-pass pour les interventions techniques, phases d'entretien et contournement de l'ouvrage en cas de pollution accidentelle après confinement ;
- ⤴ une surverse raccordée à l'exutoire des bassins ou au by-pass, surmontée d'une grille ; le bassin devra fonctionner en transit pour assurer un minimum de décantation en toute circonstance ;
- ⤴ un dispositif de régulation du débit de fuite ;
- ⤴ un canal de mesure normalisé sera implanté en sortie avec seuil calibré et échelle limnimétrique ou de type exponentiel et devra être toujours accessible ;
- ⤴ un déshuileur dimensionné sur la base du débit de fuite maximal ou un dispositif constructif assurant cette fonction ;
- ⤴ une grille pour retenir les flottants et déchets grossiers ;
- ⤴ une vanne d'isolement en cas de pollution ;
- ⤴ un regard ou zone spécifique pour réaliser des prélèvements d'échantillons en sortie du bassin régulé. Un support bétonné sera positionné à proximité pour installation d'un préleveur automatique.

### Dispositions constructives

Les bassins seront conçus avec :

- ⤴ une étanchéité double, sur le fond et sur toute hauteur des parois et talus, prévue par géomembrane et couche d'argile (en périmètre de protection rapproché) ou toute autre disposition assurant le même résultat de protection.
- ⤴ un volume mort pour assurer la décantation et le piégeage des grosses particules et polluants avec une profondeur de 50 cm calée en dessous du fil d'eau de sortie ;
- ⤴ une cote d'exutoire positionnée au moins 20 cm au-dessus de la cote des plus hautes eaux fixée au PPRI

- △ le point de rejet devra se faire en aval des périmètres de protection rapprochée des captages d'alimentation en eau potable, le cas échéant

Ces bassins seront construits dès le démarrage des travaux afin de recueillir les eaux des plate-formes, zones de décapage, terrassements et ainsi assurer leur rôle de traitement des flux ramenés par les bassins versants concernés.

Ils devront donc disposer de tous les dispositifs prévus en phase définitive pour remplir pleinement leur rôle de préservation de la qualité du cours d'eau et de la nappe.

Les plans d'exécution avec tous les ouvrages connexes seront communiqués pour information au SPE27 avant tout démarrage des travaux.

### Essais

Un essai d'étanchéité des bassins sera réalisé par un bureau de contrôle extérieur.

Le rapport sera transmis au SPE27 et comprendra le dossier de récolement du bassin et de ses équipements connexes avant mise en service.

Le débit de fuite sera également contrôlé à cette occasion avec la courbe de vidange de l'ouvrage mesurée en continu.

Pour les bassins existants n°4 et 6, le demandeur transmettra avant raccordement des écoulements des bassins versants propres à ce projet les plans de récolement et contrôles visés ci-dessus.

### **Article 4-2      *Ouvrages de rétablissement des écoulements naturels***

Vingt ouvrages seront mis en place afin de garantir les écoulements naturels sur les bassins versants, fossés, talwegs coupés par la déviation.

### Caractéristiques des ouvrages hydrauliques

Bassin versant	Numéro	Type	Longueur (m)
<b>Talweg forêt d'Évreux</b>	OH 1A	Buse Ø600 mm	101
	OH 1B	Buse Ø600 mm	200
	OH 1C	Buse Ø600 mm	71
	OH 2	Buse Ø800 mm	57
	OH 2 bis	Buse Ø600 mm	15
	OH 3A	Buse Ø800 mm	143
	OH 3B	Buse Ø1000 mm	173
	OH 4A	Buse Ø800 mm	227
	OH 4B	Corniche 0,75x0,5 m	44
	OH 4C	Buse Ø600 mm	40
	OH 3+ 4A	Buse Ø1000 mm	86
	OH 3 + 4B	Buse Ø1200 mm	143



<b>Vallée de la Garenne</b>	OH 5	Buse Ø1200 mm	42
	OH 6	Buse Ø1200 mm	78
<b>Vallée de la Queue d'Hirondelle</b>	OH 7	Buse Ø1200 mm	95
	OH 8	Buse Ø1500 mm	130
<b>Vallon de Cambolle</b>	OH 9	2x2 Buses Ø800 mm	40+50 existant
	OH 10	Buse Ø600 mm	27
	OH 11	Buse Ø1000 mm	40
	OH 12	Buse Ø1000 mm	45
	OH 13	Buse Ø1000 mm	55 existant

#### **Article 4-3      *Ouvrages de franchissement de la vallée de l'Iton***

Deux ouvrages de décharge sont prévus pour assurer une transparence hydraulique de la déviation dans le lit majeur de l'Iton pour une crue de référence de 80 m<sup>3</sup>/s.

Ils sont constitués de respectivement 7 et 9 buses de portée 6,80 m x 4,60 m de hauteur.

Un viaduc de 210 mètres de longueur permettra de franchir le bras droit (en amont du canal usinier) et le bras central (de l'hippodrome).

Un ouvrage d'art spécifique de 45 mètres assurera le passage au-dessus du troisième bras, le bras du Gord.

#### **Article 4-4      *Ouvrages de rétablissement des circulations en forêt d'Évreux***

Il est prévu la mise en place de :

- ▲ deux passerelles piétons dont une prévue pour les cavaliers, vélos et véhicules de service pour maintenir le passage des chemins de l'Allée Berthe et la continuité de l'allée de Breteuil avec le chemin du dégout
- ▲ un passage à faune au-dessus de l'actuelle route Potier

### **Article 5      Prescriptions applicables pendant la phase chantier**

Le plan de situation et d'implantation des différentes zones d'installation de chantier, bases de vie, zones de stockage, voies d'accès sera transmis au SPE27.

#### **Article 5-1      *Installations de chantier***

Les zones de travaux, de dépôt et stockage, de bases de vie seront closes et interdites au public.

Les installations de chantier seront implantées en-dehors des secteurs sensibles, zones humides, lit mineur, périmètres de protection des captages, berges de cours d'eau, lit majeur d'expansion des crues délimité par le PPRI.

Hors période de travail, les engins de chantier devront stationner en-dehors des talwegs et du lit majeur de l'Iton.

Sur chaque aire de chantier, une zone sera rendue étanche pour permettre le stockage des lubrifiants et hydrocarbures, et l'installation de bacs de rétention avec un dispositif de collecte qui sera vidangé régulièrement.

Un fossé ceinturant ces aires sera créé pour récupérer les eaux de ruissellement qui seront acheminées vers un bassin de décantation provisoire équipé en sortie d'un système de filtration.

Pendant les travaux, les engins de chantier qui pourraient polluer les sols par des fuites d'hydrocarbures, seront entretenus régulièrement.

Chaque conducteur d'engin devra avoir dans sa cabine en sa possession des kits anti-pollution. Le chantier sera muni de produits absorbants (sciure de bois, boudin absorbant, lingettes...) en un lieu dédié, toujours accessible et matérialisé avec un protocole d'intervention établi.

Les déchets de chantier devront être évacués vers des décharges agréées suivant leur nature après tri effectué sur site.

Les eaux usées à caractère domestique provenant des installations sanitaires temporaires pourront être évacuées séparément dans les réseaux d'assainissement d'eaux usées existants sous réserve de convention avec le gestionnaire de ces réseaux, ou être recueillies dans une fosse qui sera vidée périodiquement.

Tout rejet liquide d'eaux de ruissellements en provenance des plate-formes des bases de vie et des installations de chantier, sera strictement interdit s'il n'est pas précédé d'un traitement adapté aux types d'eaux recueillies par chaque zone.

A la fin du chantier, les aires devront être remises dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun risque pour l'environnement.

Le demandeur s'assurera que les entreprises retenues entretiennent correctement :

- les bassins de rétention provisoires ;
- les fossés, aires étanches et bassins de décantation aménagés au niveau des aires de chantier.

Aucun stationnement ne sera autorisé sur les zones inondables ou dans les périmètres de protection rapproché des captages, hors horaires travaillés.

#### ***Article 5-2 Plate-formes, pistes de chantier***

Des bassins de décantation provisoires seront mis en place au fur et à mesure de l'avancement du chantier pour récupérer les eaux ruisselant sur les plates-formes et voies d'accès.

La collecte sera assurée par des fossés qui ne devront pas être réalisés en déblais dans les périmètres de protection des captages.

Aucun décapage n'est autorisé en périmètre de protection rapproché, hors zone d'implantation de fondations ou d'ancrage d'ouvrages et zones de remblais. Pour ces derniers cas, un géotextile sera posé à l'avancement du décapage et enlevé au fur et à mesure de la mise en place du remblai pour éviter le départ de fines.

Ces bassins assureront le stockage, la décantation, la régulation et seront équipés d'un dispositif de filtration.

Seuls des matériaux inertes dont les fiches techniques seront à transmettre au SPE27 seront autorisés pour la réalisation des pistes.

L'arrosage des pistes de chantier limitera la production de poussière. Il se réalisera au moyen d'eaux en provenance du réseau d'eau potable ou d'eaux de récupération qui ne proviendront en aucun cas de prélèvements depuis les eaux superficielles (pompages dans l'Iton) ou souterraines (pompages dans la nappe de la craie).

### **Article 5-3      *Construction des ouvrages d'art et mise en œuvre des remblais dans le lit majeur de l'Iton***

L'intervention des groupements d'entreprises dans les périmètres de protection des captages d'alimentation en eau potable et dans le lit majeur de la rivière Iton devra être conçue et orientée pour limiter les impacts du chantier sur l'environnement et faciliter la remise en état du site.

Les principes de mise en œuvre suivants seront intégrés dans les documents de conception des ouvrages d'art et des remblais attenants :

- Limitation stricte des fouilles aux fondations des ouvrages ;
- Repérage et piquetage préalable de tous les éléments, secteurs sensibles à préserver ;
- Mise sous protection des arbres remarquables et des secteurs les plus sensibles ;
- Piste et accès temporaires aménagés sur géotextiles ;
- Stockage des matériels et matériaux hors des zones sensibles même pour des interventions temporaires pour limiter l'impact sur les terrains d'assise.

Le demandeur devra transmettre les plans, le protocole, les phasages d'interventions spécifiques à la construction et les dispositions constructives du bassin B2, du fossé de rejet à l'Iton et des fondations d'ouvrages en intégrant tous les moyens de protection des captages au SPE27 et à l'ARS.

Cette méthodologie devra être soumise à avis de l'hydrogéologue agréé avant tout début d'exécution.

Une note sera transmise au SPE27 reprenant toutes les zones d'écoulement en phase chantier, les dispositifs de traitement prévus ou dispositions constructives (type de matériaux, couvertures provisoires de zones sensibles..) pour limiter tout lessivage, ruissellement, infiltration avec départ de matières en suspension (MES).

## **Article 6      *Autres prescriptions spécifiques***

### **Article 6-1      *Exutoires des bassins versants naturels et des bassins de rétention***

Les travaux en lit mineur du cours d'eau sont interdits, à l'exception du raccordement des exutoires des bassins B3A et B3B qui devront être réalisés avec des techniques végétales. Pour le bassin B2, l'arrivée est prévue entre des murs existants.

L'angle de raccordement sera au maximum de 45° avec la berge existante pour que les rejets aillent dans le sens des écoulements et avec le minimum de perturbation.

L'accès d'engins dans le lit est interdite, et les interventions seront conduites depuis la berge.

Des blocs brise jet ou tout dispositif permettant de dissiper l'énergie seront positionnés sur les fossés de sorties des bassins de rétention et bassins versants naturels avant raccordement au cours d'eau, pour limiter les effets d'érosion et casser la vitesse, le cas échéant.

Le fossé exutoire du bassin B2 qui recueille également le bassin versant naturel de la forêt d'Évreux, sera intégralement étanché jusqu'à son raccordement à l'Iton, et ce même au-delà de la stricte limite du périmètre de protection rapproché des captages.

#### **Fossé de raccordement à l'Iton de l'exutoire de B2**

Il devra être enherbé et faire l'objet d'un traitement paysager particulier, plantes hydrophiles, aménagement de ripisylve, pour assurer un piégeage complémentaire des sédiments avec une zone dédiée, type phyto-remédiation.

La proposition d'aménagement sera transmise au SPE27 avant démarrage des travaux.

#### **Article 6-2     *Risque d'infiltration***

En cas de découverte, dans la zone de protection de l'aire d'alimentation de captages (ZPAAC) de Chenappeville définie à l'annexe de l'arrêté susvisé, de zones faillées, marnières, bétoires, un arrêt immédiat devra être prononcé sur les travaux concernés afin d'analyser la situation et évaluer les risques de pollution et investigations éventuelles à conduire.

Aucun rebouchage sans autorisation ne devra être pratiqué avant validation d'un protocole par le SPE27.

#### **Article 6-3     *Pompages temporaires***

Si un pompage devait être mis en œuvre en phase chantier pour lutter contre les venues ou stagnation d'eau et afin de dénoyer temporairement certaines fouilles, le débit maximum autorisé est de 50 m<sup>3</sup>/h.

Dans le cas de plusieurs pompages dans la même nappe, la valeur maximale cumulée devra rester inférieure à 50 m<sup>3</sup>/h.

Une fiche d'intervention-type sera à déclarer auprès du SPE27 en indiquant a minima :

- la localisation ;
- les motifs ;
- la capacité de pompage ;
- la date de démarrage du pompage et sa durée prévisionnelle.
- Aucun rejet direct au cours d'eau ne pourra être effectué sans tampon préalable et il se fera obligatoirement hors du périmètre de protection rapproché des captages et du tronçon de l'Iton classé en réservoir biologique.

#### **Article 6-4     *Eaux rejetées***

Elles ne devront pas contenir de substances de nature à favoriser la manifestation d'odeurs, ni contenir de substances susceptibles de nuire à la qualité des eaux souterraines ou d'entraîner la destruction de la faune aquatique, de nuire à son alimentation ou à sa reproduction, ni d'altérer sa valeur alimentaire.

Leur couleur après traitement ne devra pas provoquer de coloration visible des milieux récepteurs.

#### **Article 6-5     *Remontées de nappe***

Dès que le niveau de la nappe sera à moins de 50 cm du fond de fouille et avec une tendance à la hausse, le chantier devra être arrêté sur les zones concernées dans un délai de 12 heures maximum.

Il sera stoppé jusqu'au retour à ce niveau et ce afin de préserver tout risque de pollution et de contamination de la nappe par des matières en suspension ou tout type de polluant.

Les travaux de fondation d'ouvrages d'art seront d'une manière générale interdits du 1<sup>er</sup> décembre au 30 avril de chaque année dans les périmètres de protection de captages et dans les limites du lit majeur de l'Iton.

#### **Article 6-6     *Accès provisoires***

Que ce soit pour les véhicules, engins de chantier ou les personnels, et au-delà des règles de sécurité spécifiques, les ponceaux, passerelles provisoires devront pouvoir être retirés dans des délais compatibles avec le plan de retrait qu'aura établi le demandeur, en fonction du dimensionnement retenu et des niveaux atteints.

Ces ouvrages provisoires auront impérativement une ouverture suffisante de manière à franchir les bras de l'Iton sans implanter de pile dans le lit mineur du cours d'eau, ou avoir d'appuis en berge.

L'étude de dimensionnement des ouvrages provisoires devra décrire les dispositions d'urgence à prendre pour un événement en fonction de l'importance de la crue et les conditions de retrait. Elle sera fournie au SPE27.

Le demandeur prescrira aux entreprises prestataires concernées la présence obligatoire d'un agent pour gérer le passage de chaque camion ou engin.

Les ouvrages de franchissement ne pourront pas être utilisés de nuit.

Ils seront démontés à la fin du chantier.

Les conditions d'accès en cas de nécessité d'intervention du service départemental d'incendie et de secours (SDIS) sur les emprises des zones de chantier devront être précisées dans le dossier et validées par le SDIS.

## **Article 6-7      *Respect du PPRI***

Le projet traverse la zone inondable et le lit majeur de l'Iton. Le demandeur devra s'assurer que les entreprises assurent correctement la gestion des remblais en phase chantier, la mise en œuvre des pistes d'accès. Une note sera transmise détaillant les surfaces, zones concernées, usages, complétée de plans détaillés au SPE27. Une modélisation spécifique pourra être utilement produite pour examiner les effets des aménagements provisoires implantés en phase chantier en zone d'expansion des crues et les mesures à prendre.

Aucun stockage ne sera notamment prévu en zone d'axe d'écoulement. Les sections représentées par les buses de décharge, le viaduc notamment, devront rester constamment libres afin de pas aggraver le risque inondation lors de crues, éviter le départ de matériaux et matériels lors de submersion et préserver la qualité du milieu naturel.

Un piquetage des zones à préserver sera effectué et maintenu visible pendant les travaux jusqu'à la mise en place des ouvrages définitifs concernés.

Le stockage temporaire en zone inondable (zone verte ou bleue du PPRI), durant la phase de chantier, de remblais ou matériaux inertes à l'extérieur des emprises de la plate-forme routière qui ont vocation à être définitivement soustraites à l'expansion des crues, ne sera possible qu'entre le 1<sup>er</sup> avril et le 1<sup>er</sup> décembre.

## **Article 7      *Mesures de réduction des effets, compensatoires et correctives***

### **Article 7-1      *Zones humides***

Quatre zones ont été identifiées dans le dossier d'autorisation, dont trois (ZH 2-3-4) ne sont pas concernées par le tracé.

Par contre, pour ZH1, elle est directement impactée par le projet :

- en phase permanente : 550 m<sup>2</sup> sont détruits ;
- en phase chantier : environ 4 500 m<sup>2</sup> supplémentaires seront touchés pour la mise en place des ramifications d'accès aux 10 appuis des ouvrages et les voiries provisoires

### **Impacts permanents**

Les impacts à titre permanent sur les 550 m<sup>2</sup> seront compensés à hauteur de 1,5 fois le dommage soit 825 m<sup>2</sup> à re-crée sur une zone actuelle n'ayant pas le statut de zone humide.

La proposition de compensation sera transmise pour validation au SPE27 avant le démarrage des travaux sur cette zone.

Une mare pourra également être mise en place sur le secteur touché pour retrouver une fonctionnalité locale.

La compensation sera mise en œuvre dans les deux ans à compter du démarrage des travaux.

### Impacts temporaires

Le géotextile mis en place sera retiré et les terrains décompactés, si nécessaire, sur la totalité des surfaces où auront été implantées des pistes d'accès et remblais provisoires.

Un piquetage global contradictoire préalable au démarrage du chantier sera réalisé.

Il sera matérialisé par des bornes et reporté sur plan par un géomètre expert en présence notamment de l'ONEMA, le SPE27, un représentant du SAGE et d'une personne mandatée par le demandeur et habilitée pour la détermination des zones humides (représentant conservatoire des sites, naturaliste, ingénieur écologue...).

En cas de différence d'appréciation des limites de ces zones humides, le demandeur financera et fera réaliser des carottages pour caractériser lesdites zones.

Les limites de la ZHIEP seront notamment positionnées sur le terrain pour examiner les éventuels empiètements ou destruction qui devront alors faire l'objet de compensation à hauteur de 1,5 pour 1.

Des balisages type rubalise ou barrièrages permanents seront mis en place et maintenus pendant toute la durée du chantier.

Les entreprises devront respecter cette délimitation et les zones d'emprise pour les accès, et d'implantation définitive des ouvrages.

Le bilan des surfaces réellement touchées sera, suite à ce piquetage, recalculé par le demandeur et transmis au SPE27.

Un inventaire faune/flore de la zone préalablement délimitée sera effectué au plus tard 1 mois avant démarrage des travaux ou à la période la plus favorable si elle se présente antérieurement sur les zones touchées et un autre à l'issue des travaux, 6 mois après l'enlèvement des pistes. Il sera transmis au SPE27

Un suivi annuel sur une période de 2 ans sera ensuite mis en place pour vérifier si la zone a retrouvé ses fonctionnalités.

A défaut, il conviendra d'estimer la zone concernée atteinte et une compensation à 1,5 pour 1 sera proposée et mise en œuvre avant la fin de la troisième année de mise en service.

Une re-plantation de ray-grass est prévue, elle s'accompagnera de mise en place de plantes hygrophiles, d'hélophytes à équivalence de ce qui aura été recensé dans l'inventaire réalisé avant démarrage.

### **Article 7-2      Berges du cours d'eau**

Un rétablissement d'une ripisylve fonctionnelle sur les deux rives des bras de l'Iton, par mise en place de plantes adaptées, arbustes d'essences locales sur différentes strates, en complément de l'existant ou par création sur les zones exemptes, sera prévu sur tout le linéaire compris entre la diffluence des trois bras et la limite aval formée par la rue des domaines, à titre de mesure correctrice aux rejets des bassins et perturbations des écoulements. Le projet sera soumis pour avis au SPE27.

### **Article 7-3      Défrichement**

Le défrichement concernera une surface maximale de 25 ha (établie sur la base des emprises). Il sera réalisé pendant la période la plus favorable.

Une compensation devra être trouvée dans un rapport de 2 ha reboisés pour 1 ha défriché sur la base de la surface réellement impactée.

Une note spécifique pour la gestion des écoulements pluviaux lors de cette phase est à transmettre au SPE27. Elle définira les zones mises à nu, d'écoulements, le phasage des travaux (qui devra tenir compte

des espèces présentes), les modalités de collecte et de traitement des eaux à mettre en place, le cas échéant, pour limiter l'impact du ruissellement et la présence d'eaux chargées en matières en suspension pouvant impacter le milieu superficiel.

#### **Article 7-4      *Espèces et habitats***

Le demandeur prendra attache auprès des services compétents pour obtenir les dérogations nécessaires vis à vis des espèces recensées dans le dossier d'autorisation loi sur l'eau. Il en transmettra une copie au SPE27.

#### **Article 7-5      *Études correctives spécifiques***

Le demandeur mettra en place un suivi spécifique sur les métaux lourds et notamment le paramètre cuivre sur le bras du Gord.

Il fournira à cet effet au SPE27 une étude de détermination du niveau de contamination, des origines potentielles, en examinant les points de rejets potentiels, leur investigation.

Le contenu de l'étude devra être présenté dans les 6 mois suivant le démarrage du chantier et être achevée au plus tard 18 mois après le début du chantier.

### **Titre III : suivi, surveillance et contrôle**

#### **Article 8      Phase travaux**

##### **Article 8-1      *Suivi du niveau du cours d'eau***

Une surveillance des stations de référence avec le service de prévention des crues sera mise en place pour anticiper toute survenance de crue.

Une procédure d'alerte et de retrait suivant les niveaux d'eau dans le cours d'eau sera produite et fournie au SPE27.

À cet effet, une station avec échelle limnimétrique pourra être utilement installée et relevée quotidiennement sur l'Iton, en amont du projet, pour compléter le suivi existant sur les stations de référence existantes.

##### **Article 8-2      *Suivi des niveaux piézométriques***

Une mesure continue sera assurée pendant toute la durée du chantier, et notamment lors de la réalisation des piles des ouvrages, et transmis de manière bi-mensuelle au SPE27 avec la référence du niveau dynamique, terrain naturel et profondeur de fouilles.

##### **Article 8-3      *Suivi de la qualité des eaux des captages***

Avant tout démarrage de travaux en périmètre de protection des captages, le maître d'ouvrage en informera le GEA, la DDTM et l'ARS. Il leur fournira le planning détaillé de ces interventions.

En phase chantier, la turbidité sera suivie en continu sur les eaux brutes des captages de Chenappeville et vallée de l'Iton (F5.6, F5.7, F8.1 et F8.2) et en entrée de l'UTEP pour assurer la prise de mesures adaptées en cas de hausse et franchissement des seuils définis ci-dessous.

En cas de détection sur plusieurs captages, c'est la mesure la plus défavorable qui engagera la procédure.

Valeurs seuils de turbidité et mesures à prendre

- alarme : à 3 NTU ;
- arrêt du chantier : à 5 NTU ou si tendance à la hausse confirmée dans les 12h00 suivant le déclenchement de l'alarme ;
- arrêt automatique du captage concerné : à 10 NTU.

Un suivi des hydrocarbures dissous et HAP devra être mis en place à fréquence bi-mensuelle en sortie de l'UTEP.

#### Communication des seuils

Le demandeur informera sans délai le SPE27 et l'ARS dès qu'il aura connaissance d'un niveau de déclenchement de mesures et fera respecter aux entreprises les mesures pré-citées et celles figurant au plan d'alerte et de secours.

Il mettra en place avant démarrage du chantier à l'attention du SPE27 et de l'ARS, un portail d'accès sur internet pour l'accès en continu des données relatives à ces forages, ainsi qu'aux niveaux de nappe.

#### **Article 8-4 Suivi général**

Lors de la réalisation des travaux de la déviation, une personne qualifiée représentant le demandeur sera présente en continu et joignable lors des travaux (numéro de téléphone à communiquer au SPE27 avant démarrage). Cette personne veillera tout particulièrement au respect des mesures en faveur des milieux aquatiques et de la ressource en eau, auprès de toutes les entreprises et intervenants.

Il transmettra au SPE27 un compte-rendu mensuel du chantier, présentant l'avancement des travaux, les difficultés rencontrées, les dysfonctionnements observés et les solutions mises en œuvre pour y pallier.

Il sera l'unique interlocuteur auprès du SPE27.

#### **Article 9 Autosurveillance et mesures des niveaux de rejet et de qualité**

Tous les frais de prélèvements et d'analyses seront pris en charge par le demandeur, qui devra faire appel à un laboratoire agréé par le ministère chargé de l'écologie.

Le choix des points définitifs et leur localisation précise, qui devra être pérenne, feront l'objet de fiches techniques individuelles par point. Elles seront fournies deux mois avant le démarrage du chantier et validées par le SPE27, ainsi que les protocoles d'analyse dans un dossier spécifique à ce suivi du milieu.

Si les stations ayant servi aux premiers inventaires de référence du dossier d'autorisation sont viables, elles pourront être privilégiées et complétées pour garantir un suivi plus global.

A chaque campagne de mesure, le débit du bras de l'Iton concerné sera mesuré.

#### **Article 9-1 Suivi de la qualité de l'Iton**

Il sera assuré :

- en phase chantier ;
- après mise en service.

Il permettra de :

- fixer un état initial avant démarrage des travaux ;
- suivre l'évolution de la qualité dans les différents bras de l'Iton à la fois sur les sédiments et l'eau, en prenant comme référence de concentration et limites admissibles les arrêtés du 09/08/2006 et 25/01/2010 modifié, respectivement.



Le programme de mesures comportera un suivi :

- physico-chimique ;
- hydrobiologique, macro-invertébré [indice biologique général normalisé (IBGN) et diatomées (IBD)] ;
- d'inventaires des peuplements piscicoles et de l'ichtyofaune [indice poisson (IPR)] ;
- des zones de frayères et de reproduction entre la difffluence des trois bras de l'Iton à l'amont de l'hippodrome, jusqu'à la confluence des bras, usinier et du Gord.

Suivi de la physico-chimie (type S4 de l'annexe 1)

Les différents prélèvements physico-chimiques dans l'Iton devront être réalisés par doublons en amont et aval immédiat de chaque point de rejet et avec un suivi longitudinal depuis l'amont de la difffluence des trois bras de l'Iton et jusqu'à une station à positionner avant la rue des Domaines, quelques centaines de mètres en aval sur chacun des deux bras principaux, dits bras du Gord et bras droit (ou canal usinier), où s'effectuent les rejets des bassins B3a-B3b et B2 respectivement.

Sur l'ensemble des mesures réalisées à la fréquence indiquée en annexe 1, la moitié devra avoir été effectuée en période d'étiage, en fonction des conditions hydrologiques.

Les paramètres suivis lors de la campagne préalable au démarrage du chantier ainsi qu'en phase exploitation sur le milieu sont les suivants.

Paramètres	SEQ-EAU	
Température (°C)	<25 °c	
pH	6<pH<8,5	
Oxygène dissous (mg/l O <sub>2</sub> )	6	
MES (mg/l)	25	
DBO5 (mg/l)	6	
DCO (mg/l)	30	
	NQE-MA	NQE-CMA
Zn (µg/l)	7,8	sans objet
Cr (µg/l)	3,4	
Pb (µg/l)	7,2	
Cu (µg/l)	1,4	sans objet
Cd (µg/l)	0,25	1,5
Hydrocarbures totaux (mg/l)	0,1*	1*
Fluoranthène (µg/l)	0,1	1
HAP16 (µg/l)	sans objet 0,05 (limite de détection)	
Benzo(a)pyrène (µg/l)	0,05	0,1
Benzo(b)fluoranthène (µg/l) + Benzo(k)fluoranthène (µg/l)	0,03	sans objet
Benzo(ghi)pérylène (µg/l) + Indéno(1,2,3-cd)pyrène (µg/l)	0,002	sans objet 0,005 (limite de détection)

\* Valeurs usuelles

Les valeurs limites inscrites dans le tableau ci-dessus sont celles dans le milieu naturel après dilution.

En phase chantier, seuls les paramètres ci-dessous seront suivis dans le milieu naturel.

Paramètres
Température (°C)
pH
Oxygène dissous (mg/l O <sub>2</sub> )
MES (mg/l)
DBO5 (mg/l)
DCO (mg/l)
Nitrates, Nitrites, Ammonium (mg/l)
Hydrocarbures totaux (mg/l)

#### Suivi de la qualité biologique du cours d'eau (type S1 de l'annexe 1)

Des mesures IBGN-IBD et IP seront réalisées avant le commencement des travaux, pendant toute la durée du chantier et après mise en service, pour suivre l'évolution le long des deux bras impactés par les rejets. Les résultats seront adressés au SPE27.

#### **Article 9-2 Suivi morphologique**

Il sera mis en place en aval des exutoires des bassins B3a et B3b sur le bras du Gord et sur un linéaire compris entre la diffuence des bras, jusqu'à la rue des Domaines avec des transects tous les 50 mètres pour vérifier le comportement des berges et de la végétation associée.

Un profil en long sera levé depuis la diffuence jusqu'à la rue des Domaines sur chacun des deux bras principaux pour suivre l'évolution du radier.

Les profils en long et en travers seront levés tous les 6 mois, dont le premier 2 mois avant démarrage du chantier jusqu'à cinq ans après la mise en service.

Le suivi sera fourni dans le bilan annuel à transmettre au SPE27.

Dès constat d'une évolution, une évaluation du phénomène et des propositions de corrections seront à proposer et à mettre en œuvre après validation par la SPE27.

#### **Article 9-3 Suivi de la qualité des rejets des bassins et sédiments (types S2 e S3 de l'annexe 1)**

Les analyses devront être réalisées sur des échantillons moyens journaliers (prélèvements homogénéisés, non filtrés, non décantés) à partir de préleveurs automatiques réfrigérés.

Les prélèvements en sortie des bassins sur le débit régulé se feront sur 24h00 avec asservissement au débit.

Les paramètres à analyser sont précisés le premier tableau de l'article 9.1 et les fréquences définies en annexe 1.

Le tableau suivant donne les paramètres pour lesquels une valeur limite rédhibitoire doit être respectée en sortie de bassin, ainsi que la valeur correspondante.

Paramètres	Valeurs rédhibitoires à ne pas dépasser en instantané
Température (°C)	<25 °c
pH	6<pH<8,5
MES (mg/l)	150
DBO5 (mg/l)	25
DCO (mg/l)	125

Pour les mesures sur les eaux en sortie de bassin, elles devront être réalisées lors de pluie significatives, supérieures à 10 mm. Les valeurs moyennes ne devront pas dépasser la valeur maximale admissible ou rédhibitoire du tableau ci-dessus.

Pour les sédiments, les mêmes paramètres seront suivis et qualifiés au regard des seuils de l'arrêté du 9 août 2006 relatif aux niveaux à prendre en compte lors d'une analyse de rejets dans les eaux de surface.

À l'expiration d'un délai de deux ans suivant la mise en service des aménagements routiers, si les conditions de conformité des rejets pour l'ensemble des paramètres sont satisfaites, la fréquence des analyses pourra être réduite après communication des résultats et sur décision du SPE27.

#### **Article 9-4 Eaux d'exhaure**

Les paramètres suivants seront analysés, une fois par mois en sortie du bac de décantation, à chaque poste de pompage qui sera mis en œuvre en phase chantier et transmis au SPE27.

Paramètres	SEQ-EAU
Température (°C)	< 25 °C
pH	6 < pH < 8,5
Turbidité	15
MES (mg/l)	25
Nitrates	40*

\* valeur retenue en raison de la qualité actuelle des eaux de nappe

Ces eaux devront impérativement être rejetées en dehors et en aval du périmètre rapproché des captages et des limites du réservoir biologique si elles se font dans le bras droit.

#### **Article 9-5 Suivis particuliers**

En sortie du bassin B2ter, une analyse sur sédiments (cf. paramètres à l'article 9-3) sera conduite en trois points répartis sur toute la surface d'infiltration. Les prélèvements auront lieu sur deux horizons : profondeurs de 5 et 20 cm sous le radier à fréquence annuelle, dont la première 6 mois après la mise en service de la déviation.

En sortie de B1, le paramètre hydrocarbures totaux Hc sera suivi 4 fois par an pendant deux ans, puis deux fois par an pendant trois ans. Pour les autres paramètres, une mesure annuelle sur les paramètres définis à l'article 9-3 est à mener.

Les différents résultats seront transmis au SPE27.

La convention de rejet signée avec le GEA devra être communiquée au SPE27 avant le démarrage des travaux de construction du bassin B1.

Cette dernière fixera les valeurs limites acceptables en sortie d'ouvrage.

#### ***Article 9-6      Transmission des résultats***

Le demandeur collectera, coordonnera puis mettra en ligne toutes les données sur un site accessible au SPE27 avec :

- la table des suivis à faire ;
- le programme prévisionnel ;
- les dates de réalisation ;
- les résultats ;
- les rapports correspondants.

Toutes les communications et échanges avec le SPE27 devront se faire sur la boîte fonctionnelle à l'adresse suivante : [ddtm-dso@eure.gouv.fr](mailto:ddtm-dso@eure.gouv.fr).

Lorsqu'une validation d'un document par le SPE27 sera nécessaire, comme mentionné en annexe 2, elle se fera dans un délai de 15 jours à réception des pièces complètes.

Le demandeur doit informer à son initiative et sans délai le SPE27 de tout résultat d'analyse dépassant les valeurs autorisées.

Le demandeur fournira annuellement et avant le 1<sup>er</sup> mars de l'année n+1, au SPE27, en plus des documents transmis au fur et à mesure de la construction et des signalements en cas d'incidents, un bilan complet de déroulement des opérations d'avancement des travaux et de mise en place des ouvrages hydrauliques et spécifiques, les résultats des analyses et différents relevés demandés au présent arrêté. Une analyse de ces résultats sera jointe avec les mesures éventuelles prises pour corriger les effets constatés.

Ce bilan sera présenté annuellement au comité de suivi visé à l'article 9-7, pour avis et suites à donner.

#### ***Article 9-7      Comité de suivi***

Un comité des engagements de l'État sera mis en place par arrêté préfectoral indépendant.

#### ***Article 9-8      Documents particuliers à fournir***

Cette liste est non exhaustive, et vient s'ajouter aux autres documents demandés au présent arrêté, pour s'assurer de la préservation des eaux et du respect des prescriptions. La liste complète est détaillée en annexe 2 au présent arrêté :

- plan environnemental, d'assurance qualité de chaque groupement d'entreprise ;
- plan d'intervention et de sécurité en phase chantier ;
- plan d'intervention et d'alerte en cas de pollution sur le chantier en lien avec les entreprises ;
- dossier prévisionnel de suivi de la qualité du milieu
- plan provisoire d'entretien des ouvrages pour la phase chantier et définitif en phase d'exploitation.

## **Titre IV : MISE EN SERVICE**

### **Article 10 Pièces à fournir avant mise en service**

Le demandeur transmettra au SPE27, deux mois avant la mise en service de la plate-forme routière :

- un plan précisant les modalités d'alerte et d'intervention en cas d'accident ou d'incident, qu'il communiquera au SDIS et au GEA ;
- un dossier des ouvrages exécutés avec l'ensemble des plans de récolement, dont notamment :
  - les dispositifs d'assainissement des eaux pluviales de la plate-forme routière (ouvrages et bassins) ;
  - un synoptique des écoulements par bassin versant
  - les dispositifs assurant le rétablissement des écoulements naturels ;
  - les remblais situés dans le lit majeur de l'Iton ;
  - les points de rejet en berge de l'Iton ;
  - le viaduc et ouvrages spécifiques de franchissement de la vallée ;
- le dossier des procédures à l'exploitant.
- les fiches réflexes d'intervention sur les ouvrages ;
- le protocole particulier de gestion de bassin en cas de pluralité de gestionnaires de l'ouvrage mutualisé pour l'exploitation.

Le demandeur réalisera, accompagné de l'exploitant, préalablement à la mise en service de la plate-forme routière, en présence du SPE27, de l'ARS et des services concernés, deux simulations de déversements accidentels pour tester le bon fonctionnement des bassins de rétention et ouvrages associés et vérifier les conditions de mise en œuvre du plan d'alerte et de secours, qui devra à l'issue du bilan de cet exercice être amendé, le cas échéant.

Les modalités de réalisation de l'exercice seront définies avec le SPE27 et arrêtées trois mois avant la date prévisionnelle de mise en service de la déviation.

À la fin de ses travaux, le demandeur adresse au SPE27 :

- un compte rendu de chantier, qu'il aura établi au fur et à mesure de l'avancement des travaux, dans lequel il retrace le déroulement des travaux, toutes les mesures prises pour respecter les prescriptions énoncées dans le présent arrêté, ainsi que les effets qu'il a identifiés de son aménagement sur le milieu et sur l'écoulement des eaux et les mesures de rétablissement qu'il aura prises pour atténuer ou réparer ces effets ;
- un bilan de mise en œuvre des mesures compensatoires relatives aux zones humides et des mesures correctrices.

## **Titre V : PHASE EXPLOITATION**

L'exploitant sera la :

DIRNO  
Centre d'Entretien et d'Intervention d'Evreux  
VC9 Lieu dit « la Rougemare »  
27930 FAUVILLE

qui assurera le suivi et l'entretien.

Le délai maximum d'intervention en cas de pollution accidentelle sera de trois heures.

### **Article 11 Moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident**

Le demandeur informera le SPE27 des conditions d'exploitation qu'il aura retenues et les moyens dédiés à l'entretien et la surveillance des ouvrages.

#### ***Article 11-1 Signalisation des dispositifs antipollution***

Le demandeur équipera chaque bassin multifonction d'un panneau signalétique où seront inscrites les informations suivantes :

- Le numéro d'identification du bassin ;
- Les coordonnées de son gestionnaire ;
- Le schéma expliquant le mécanisme des vannages pour la mise en service du by-pass en cas de déversement accidentel.

Il en transmettra copie au SPE27.

Les vannes du dispositif de by-pass seront matérialisées différemment sur le terrain pour éviter toute mauvaise manipulation (couleurs différentes et / ou numérotation différente).

Les bassins seront clôturés et les portails seront munis de serrures triangulaires pour faciliter l'intervention des pompiers.

#### ***Article 11-2 Procédure d'alerte et d'intervention en cas d'incident ou d'accident***

Les procédures à mettre en œuvre en cas de déversement accidentel seront définies dans le plan d'intervention et d'alerte qui devra être remis à l'exploitant avant la mise en service et communiqué au SPE27.

#### ***Article 11-3 Entretien en phase exploitation***

##### ***Salage***

Lors des opérations de salage, l'exploitant devra tout mettre en œuvre pour limiter les consommations de sel (maxi de 15 g/m<sup>2</sup>) sur le tracé concerné de manière à respecter une valeur de concentration maximale de 150 mg/l (en sels sodium et chlorures), voire de proposer des solutions alternatives.

Une analyse des rejets sera à prévoir sur ce paramètre spécifique chaque hiver à chaque épisode de fonte des neiges, en sortie des bassins de rétention se rejetant directement au cours d'eau, en cas de traitement. Les résultats seront transmis au SPE27.

### Végétation

L'entretien de la végétation aux abords des ouvrages et voiries sera exclusivement réalisé par des moyens mécaniques, thermiques.

L'utilisation par le gestionnaire de produits phytosanitaires sur toute l'emprise de la déviation est interdite.

### Bassin

Outre les mesures prévues par le demandeur pour l'ensemble des bassins, les mesures suivantes seront appliquées aux bassins B2-B3a et B3b dont les rejets s'effectuent dans l'Iton.

Un curage annuel du fond des bassins devra être réalisé pour conserver le volume mort et éviter la remise en suspension des sédiments accumulés. L'élimination des boues sera assurée vers un centre de traitement ou sur tout lieu agréé. Le gestionnaire pourra adapter cette fréquence s'il démontre par une analyse fine et régulière de l'état des fonds de bassin, l'absence de risque de relargage.

Les vannes de sectionnement seront manœuvrées régulièrement.

Une visite sera réalisée après chaque événement pluvieux significatif (>10 mm) et les opérations d'entretien habituelles et de contrôle menées.

Le système d'assainissement collectera et tamponnera l'ensemble des eaux ruisselées sur la zone aménagée. Pour les ouvrages de collecte, le bénéficiaire de l'autorisation sera tenu de s'assurer du dégagement des matériaux flottants, végétaux et encombrants retenus, de vérifier et de manœuvrer mensuellement les dispositifs de confinement afin de prévenir tout dysfonctionnement ou blocage de ces dispositifs.

Le réseau de collecte et les bassins de traitement seront nettoyés ou curés autant que jugé nécessaire et au minimum une fois par an pour les bassins, notamment pour l'enlèvement des déchets flottants et des dépôts de fond.

L'exploitant tiendra à jour un registre de ces interventions, dont les données seront conservées au moins trois ans et tenues à la disposition du SPE27.

### Les opérations d'entretien exceptionnelles

Des opérations d'entretien exceptionnelles peuvent être nécessaires en cas de pollutions accidentelles ou lorsque la hauteur de sédiment accumulée dans les bassins devient trop importante. Elles consisteront principalement au curage des zones imprégnées par les polluants puis à leur transfert vers des centres spécialisés conformément à la réglementation en vigueur. Cette opération devra être réalisée dans un délai maximum de quinze jours après la survenance de l'épisode polluant.

## **Titre VI : dispositions générales**

### **Article 12 Conformité au dossier et modifications**

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et au contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, **avant sa réalisation** à la connaissance du Préfet, conformément aux dispositions de l'article R.214-18 du code de l'environnement.

### **Article 13 Caractère de l'autorisation**

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'État exerçant ses pouvoirs de police.

Faute par le permissionnaire de se conformer aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement, de la sécurité, et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux dispositions prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par la présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

### **Article 14 Déclaration des incidents ou accidents**

Le permissionnaire est tenu de déclarer au Préfet, dès qu'il en a connaissance, les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le Préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre toutes dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement, et notamment vis-à-vis des entreprises amenées à intervenir pendant le chantier.

### **Article 15 Accès aux installations**

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.



## **Article 16 Droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Un comité de pilotage et un comité technique seront mis en place avec les gestionnaires de réseaux.

## **Article 17 Autres réglementations**

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

## **Article 18 Publication et information des tiers**

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié à la diligence des services de la Préfecture de l'Eure, et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de l'Eure.

Un extrait de la présente autorisation énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise sera affiché pendant une durée minimale d'un mois dans les mairies des communes de ARNIERES-SUR-ITON, ANGERVILLE-LA-CAMPAGNE, ÉVREUX, GUICHAINVILLE, PARVILLE et SAINT SÉBASTIEN-DE-MORSENT.

Un exemplaire du dossier de demande d'autorisation sera mis à la disposition du public pour information à la Préfecture de l'Eure, ainsi qu'en mairie d'ÉVREUX pendant deux mois à compter de la publication de l'arrêté.

La présente autorisation sera mise à disposition du public sur le site internet de la Préfecture de l'Eure pendant une durée d'au moins 1 an et publiée au recueil des actes administratifs.

## **Article 19 Délais et voies de recours**

Sans préjudice de l'application des articles L.515-27 et L.553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L.514-6 et aux articles L.211-6, L.214-10 et L.216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R.421-2 du code de justice administrative.

## **Article 20      Exécution**

Le secrétaire général de la Préfecture de l'Eure, la directrice départementale des territoires et de la mer, les maires des communes de ARNIERES-SUR-ITON, ANGERVILLE-LA-CAMPAGNE, ÉVREUX, GUICHAINVILLE, PARVILLE et SAINT SÉBASTIEN-DE-MORSENT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'Eure et notifié au directeur de la DREAL de Haute-Normandie.

Une copie du présent arrêté sera adressée à :

- M. le Président du Conseil Général de l'Eure ;
- M. le Président du Grand Évreux Agglomération ;
- M. le Président de la Commission Locale de l'Eau du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux de l'Iton ;
- M. le directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Eure ;
- M. le Chef du service départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques ;
- M. le Président de la fédération départementale des Associations Agréées de Pêche et de Protection des Milieux Aquatiques de l'Eure.

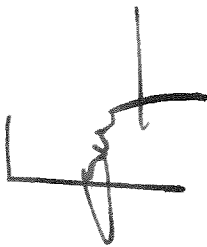
Évreux, le **17 JUIN 2013**

Le Préfet  


**Dominique SORAIN**


**ANNEXE 1 (aux articles 9-1 et 9-3) – FREQUENCES DE SUIVI DES MESURES**

Mesures	Type	Localisation	Fréquence				
			Phase avant démarrage	Phase travaux	Année1	Année2-3	Années4-5
S1	IBGN+IBD+IPR	Aval UTEP	1	1	1	1	1
		Amont Bras du Gors					
		Amont bras droit					
		Aval rejet B3a					
		Aval rejet B2					
S2	Rejets pluviaux des bassins	B1					
		B2					
		B3a					
		B3b					
S3	Prélèvements de sédiments	Amont B3b					
		Aval direct B3b	1	1	2	2	1
		Aval direct B3a					
S4	Prélèvements physico-chimie	Amont B2					
		idem S3	1	4	4	2	1

*Un peu être annexé à l'arrêté préfectoral DDTM/13/068*  
 du 17 JUN 2013  
 Pour le Préfet  
 et par délégation,  
 Le Secrétaire Général  
  
 Alain FAUDON



Un pour être annexé  
à l'arrêté préfectoral DPTM/13/0568  
du 17 JUIN 2013

ANNEXE 2 - DOCUMENTS A FOURNIR JUSQU'À LA MISE EN SERVICE									
Pour le Préfet et par délégation, Le Secrétaire Général   <b>Alain FAUDON</b>		Documents à produire							
Plan d'exécution des bassins pluviaux	4.1							X	
Rapport de contrôle d'étanchéité et du débit de fuite des bassins <b>nouvellement créés</b>	4.1	X							X
Plan de récolement et rapport de contrôle d'étanchéité et du débit de fuite des bassins <b>existants</b>	4.1							X	
Plan de situation et d'implantation des différentes zones d'installation de chantier, bases de vie, zones de stockage, voies d'accès	5							X	
Fiches matériaux des pistes d'accès	5.2							X	
Protocole, plans, phasages d'interventions spécifiques à la construction du bassin B2 et fossé de rejet et des fondations d'ouvrages	5.3	X				Hydrogéologue		X	
Note reprenant toutes les zones d'écoulement en phase chantier, les dispositifs de traitement prévus ou dispositions constructives	5.3							X	
Proposition d'aménagement du fossé exutoire de B2	6.1							X	
Signallement et protocole de rebouchage de zones faillées, marnières, bétoires	6.2	X				SPE27		X	
Fiche d'intervention pour pompage temporaire	6.3							X	X
Etude dimensionnement ouvrages provisoires et plan de retrait	6.6							X	
Dossier d'intervention et de secours en phase chantier	6.6					SDIS		X	
Note sur les travaux en PPRI	6.7	X				SPE27		X	
Proposition de compensation des zones humides	7.1					SPE27		X	
Piquetage et plans des zones humides et à enjeu et bilan des ZH impactées	7.1	X				SPE27		X	
Inventaire faune/flore sur zones humides	7.1	X						X	
Projet d'aménagement de berges de l'Iton	7.2								X
Note sur la gestion des écoulements et traitements éventuels lors du défrichement	7.3	X				SPE27		X	
Dérogation espèces protégées	7.4					DREAL		X	
Étude sur contamination bras du Gors	7.5								X
Procédure d'alerte et de retrait en crue	8.1								
Mesure en continu des niveaux de nappe	8.2							X	

Suivi de la turbidité des captages et hydrocarbures sur sortie d'UTEP	8.3						
Compte-rendu de chantier	8.4					X	
Fiches de localisation des points de mesures	9					X	
Résultats des mesures milieux, eau, sédiments, rejets pluviaux	9.1-9.3		SPE27		X		
Bilan du suivi morphologique du cours d'eau	9.2					X	
Analyse des eaux d'exhaure	9.4					X	
Analyse en sortie de B2ter et B1	9.5					X	
Convention avec le gestionnaire du réseau pluvial pour le rejet des eaux du bassin B1 avant construction de l'ouvrage	9.5						
Bilan annuel des travaux et différents résultats	9.6	X	SPE27		X		
Le plan environnemental, d'assurance qualité de chaque groupement d'entreprise	9.8				X		
Plan d'intervention et de sécurité en phase chantier	9.8				X		
Dossier de suivi de la qualité du milieu	9.8				X		
Plan d'intervention et d'alerte en cas de pollution sur le chantier en lien avec les entreprises	9.8				X		
Plan provisoire d'entretien des ouvrages pour la phase chantier et définitif en phase d'exploitation	9.8				X		
Fiches réflexes d'intervention sur les ouvrages	10						X
Protocole particulier de gestion de bassin en cas de pluralité de gestionnaire de l'ouvrage mutualisé pour l'exploitation.	10						X
Dossier des ouvrages exécutés	10						X
Exercice de simulation d'accident - proposition et modalités de réalisation et bilan	10						X
Plan d'alerte et d'intervention en cas d'accident ou d'incident	10						X
Dossier des procédures à l'exploitant	10						X
Un compte rendu général du chantier	10						X
Un bilan de mise en œuvre des mesures compensatoires relatives aux zones humides et des mesures correctrices	10						
Conditions d'exploitation et moyens dédiés à l'entretien et la surveillance des ouvrages	11.1						X
Signalétique bassins	11.1						X
Plan d'intervention et d'alerte en cas d'incident ou d'accident	11.2						X
Analyses rejets suite fonte des neiges	11.3						X
Registre d'intervention sur les bassins	11.3						exploitation